



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 21 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MUTUAL LOGISTICS EFR SAS (ex Allonnes di)

ZAC du Monné - LOT E8-E9
Rue du Châtelet
72700 Allonnes

Références : 2024-409_INSP_MUTUAL LOGISTICS – Allonnes_RAP publiable
Code AIOT : 0006305352

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement MUTUAL LOGISTICS EFR SAS (ex Allonnes di) implanté ZAC du Monné - LOT E8-E9 Rue du Châtelet 72700 Allonnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour sujet les déclarations GEREP de l'établissement. L'exploitant a manqué de déclarer la quantité de déchets dangereux de son site pour les années 2022 et 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUTUAL LOGISTICS EFR SAS (ex Allonnes di)
- ZAC du Monné - LOT E8-E9 Rue du Châtelet 72700 Allonnes

- Code AIOT : 0006305352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MUTUAL LOGISTICS est un entrepôt frigorifique stockant des produits à destination des supermarchés.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 5.1.3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
2	Établissement visé	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	Sans objet
3	Émissions déclarées	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
4	Obligation de déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet
5	Déclaration production de déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet
6	Tranfert transfrontalier	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV	Sans objet
7	Qualité des données déclarées	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Sans objet
8	Future déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
9	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé sa déclaration GEREPA concernant la quantité de déchets dangereux stockés dans l'établissement pour les années 2022 et 2023.

L'exploitant veillera à réaliser sa déclaration pour l'année 2024 à partir de janvier 2025.

Par ailleurs, des bidons qui contenaient des liquides dangereux ont été observés à l'air libre et sans rétention. L'exploitant est tenu stocker ces bidons sur rétention et à l'abri des eaux météoriques afin de prévenir un éventuel épandage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle des émissions
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé sa déclaration GERE pour les années 2022 et 2023. Il n'est toutefois plus possible de corriger cette situation à la date de la visite (impossibilité d'initialiser une déclaration pour ces deux exercices).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Établissement visé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, établissement visé par la déclaration
Prescription contrôlée : Liste des établissements a) Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO ₅ (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. b) Établissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe. https://aida.ineris.fr/consultation_document/441#Annexe_I
Constats :

<p>L'établissement est concerné par l'obligation de déclaration de ses émissions polluantes dans le registre GERE, car il est soumis au régime d'autorisation.</p> <p>Aucune des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe n'est toutefois exercée dans l'établissement. En ce sens, l'établissement n'est pas à ranger dans la liste des établissements dits "E-PRTR".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Émissions déclarées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, données à déclarer émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ; - les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a consommé 7 634 m³ d'eau provenant d'un réseau d'adduction, ce qui est inférieur au seuil de déclaration de GERE fixé à 50 000 m³.</p> <p>L'établissement n'est pas concerné par les autres points.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Obligation de déclaration annuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.
<p>Constats :</p> <p>L'établissement a généré 20,7 tonnes de déchets dangereux sur l'année 2023 (quantité retranscrite sur la plateforme Trackdéchets). L'établissement dépasse donc le seuil de déclaration de la quantité de déchets dangereux, qui est fixé à 2 tonnes.</p> <p>L'établissement génère moins de 2000 tonnes de déchets non dangereux, qui est le seuil de déclaration sur GEREPE.</p> <p>L'exploitant était donc tenu de réaliser une déclaration de la quantité de déchets dangereux générée par l'établissement, pour l'année 2023, sur GEREPE. Il n'est toutefois plus possible de corriger cette situation (voir point de contrôle n°1).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déclaration production de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, données à déclarer production de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>Sans objet (voir points de contrôle n°4).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Transfert transfrontalier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.IV</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration transfert transfrontalier
Prescription contrôlée : IV. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification. »
Constats : Sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualité des données déclarées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration qualité des données déclarées
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : L'exploitant retrace les quantités des déchets générées par l'établissement à l'aide de la plateforme Trackdéchets. Sur la plateforme se retrouvent : les bordereaux de suivi des déchets, les quantités de déchets, les codes déchets, les bordereaux de suivi des déchets, les prestataires, les lieux d'expéditions...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Future déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, échéance de déclaration
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

Constats :
L'exploitant veillera à faire sa déclaration de quantité de déchets dangereux pour l'année 2024 dans le délai réglementaire (I.e avant le 31/03/2025), la plateforme GEREPE étant ouverte chaque année début janvier jusqu'au 31 mars suivant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
Constats : <p>Conformément à la réglementation, l'exploitant utilise la plateforme Trackdéchets depuis 2022. Lors de la visite, il a pu être constaté que l'exploitant connaît la procédure pour se connecter à Trackdéchets et qu'il dispose d'un compte dans lequel sont listées les opérations d'évacuation de déchets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 51.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des installations internes de transit des déchet
Prescription contrôlée : <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus</p>

et des eaux météoriques souillées.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté un entreposage de bidons vides qui contenaient initialement des liquides dangereux (biocides de traitement des installations de refroidissement notamment) dans la zone d'entreposage des déchets non-dangereux. Cette situation fait peser une menace de pollution des eaux superficielles à l'occasion d'un lessivage par des eaux météoriques par exemple. en effet, les bidons sont entreposés à l'air libre et ne sont pas placés sur un dispositif dédié de récupération de liquides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant déplacera les bidons visés afin de répondre aux attentes de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23/03/2006.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours